

Padilla, Martine, Gherzi, Gérard, Allaya, Marie-Claire et Allaya, Mahmoud. *Les cent premiers groupes agro-industriels mondiaux*. Paris, Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, 1983, 480 p. (Extraits).

Georges M. Henault

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701847ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701847ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Henault, G. M. (1985). Compte rendu de [Padilla, Martine, Gherzi, Gérard, Allaya, Marie-Claire et Allaya, Mahmoud. *Les cent premiers groupes agro-industriels mondiaux*. Paris, Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, 1983, 480 p. (Extraits).] *Études internationales*, 16(2), 418–419. <https://doi.org/10.7202/701847ar>

ment limités, sur certains aspects du mouvement de l'économie mondiale.

Daniel A. HOLLY,

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

PADILLA, Martine, GHERSI, Gérard, ALLAYA, Marie-Claire et ALLAYA, Mahmoud. *Les cent premiers groupes agro-industriels mondiaux*. Paris, Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, 1983, 480 p. (*Extraits*).

Analyser un document sur présentation d'extraits représentant 12% de son contenu total est une tâche délicate et frustrante. Délicate notamment lorsque les définitions, concepts et sources de documentation sont absents du texte fourni à l'analyse. Frustrante, car l'originalité de ce travail de recherche ne semble pas devoir être remise en cause. On reste sur son appétit. Le prix exorbitant (quelques \$80,00) explique sans doute partiellement les raisons de ces coupures de quelques 88% du texte total. Le fait que l'essentiel de ces quelques 480 pages oubliées sont composées de tableaux statistiques ne devrait pas *a priori* gêner l'appréciation globale que l'on peut faire de cette recherche. Il n'en demeure pas moins que les points de vue exprimés ne peuvent être qu'impressionnistes et dans ce sens-là, c'est regrettable.

Ce volume, « Les cent premiers groupes agro-industriels mondiaux », au titre attirant et attrayant est publié par l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier. Il s'agit d'une mise à jour ainsi que d'une « étape nouvelle » dans l'analyse des grandes entreprises de cette industrie à ramifications internationales. En plus d'avoir cherché à établir « une liste rigoureuse et la plus exhaustive possible des géants de l'alimentaire », la nouveauté, d'après les auteurs, porte sur les données concernant le chiffre d'affaires réalisé dans l'agro-alimentaire, ce qui représente la clé de la sélection des firmes étudiées.

Le taux de réponse des entreprises est exceptionnellement élevé: 70%. Les auteurs, dans leur avant propos, nous mentionnent

qu'ils ont réussi à éliminer les difficultés méthodologiques de comparaison des données d'un groupe à l'autre, d'un pays à l'autre (les chapitres I et II non disponibles, répétons-le, explicitent sans doute l'originalité de cette démarche). Cet effort de recherche conjointe franco-québécoise (par le biais de l'Université Laval et de l'IAM déjà mentionné) s'avère intéressant à plus d'un titre, puisqu'il présente les fiches par entreprises (structures, activités, filiales, indicateurs économiques et financiers), le classement hiérarchique des firmes et la liste des implantations géographiques et sectorielles mondiales des 100 multinationales agro-alimentaires en 1981. Voilà pour les parties *a priori* descriptives.

Quant à la partie analytique, le traitement de la croissance et de la concentration du pouvoir des géants de l'agro-industrie, quoique bref, relève bien le renforcement de la concentration des groupes, d'une part, et les liens entre dynamisme et taille (des entreprises de moindre importance s'avèrent souvent plus performantes), d'autre part. On peut y regretter un constat discutable (p. 25) comparant les PNB de certains pays africains et le chiffre d'affaires d'Univeler. Des pommes et des oranges. Du sensationnalisme journalistique.

Ces entreprises font preuve d'une grande diversification de leurs activités (au plan intra-sectoriel surtout) de même que d'une intégration verticale croissante dont l'aspect prédominant semble être leur intérêt croissant dans les activités en aval (commercialisation et restauration). La multinationalisation de ces groupes devient un processus croissant où les États-Unis dominent encore malgré la progression de l'Europe et du Japon. La partie de l'analyse qui apparaît plus particulièrement novatrice est celle qui traite de la prospective et de l'importance croissante de la bio-industrie. On y constate, en effet que le secteur de l'agro-alimentaire demeure le premier champ d'application de la biotechnologie. « Agro-alimentaire, pharmacie, chimie et énergie deviennent alors des champs d'intérêts de plus en plus connus par des firmes qui oeuvraient jusqu'alors dans les domaines beaucoup plus spécialisés » (p. 57).

Le manque de conclusion dû, sans doute, à l'analyse trop brève (trente pages à peine), quoique bien menée, est à regretter. Le volume devient en conséquence plus une banque de données sur les cents premiers groupes agro-industriels mondiaux qu'un effort d'interprétation systématique de ces mêmes données. L'existence de ces statistiques est cependant remarquable en soi. À d'autres chercheurs de les exploiter plus à fond.

Georges M. HENAUULT

*Institut de développement international
et de coopération, Université d'Ottawa*

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

ADELMAN, Jonathan R. (Ed.) *Terror and Communist Politics: The Role of the Secret Police in Communist States*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « A Westview Special Study », 1984, 304 p.

Sous ce titre sont rassemblés les études relatives à la nature, fonctions et rôles des polices secrètes respectives des pays communistes. Quel était et quel est leur rôle dans la politique intérieure et extérieure de ces États ? Malheureusement le lecteur n'y trouvera pas des articles exhaustifs sur leur rôle dans la politique étrangère des États concernés. L'ensemble de ces études est considéré par l'éditeur comme une tentative de combler les lacunes pouvant exister dans ce domaine.

Dans l'introduction, l'éditeur, J.R. Adelman retrace sommairement les données de la littérature de langue anglaise, plus précisément américaine, sur le sujet. Le deuxième chapitre est consacré à la « terreur dans les régimes communistes ». Les chapitres suivants analysent la structure, la nature et les méthodes de fonctionnement de la police secrète dans les pays suivants : Pologne, URSS, Roumanie, Tchécoslovaquie et Hongrie. Les deux derniers chapitres traitent le cas du Cambodge et de la République populaire de Chine. Ce dernier se veut une analyse comparative des valeurs de la civilisation chinoise et occi-

dentale plutôt qu'une étude sur la police secrète chinoise.

Dans les pays communistes, les rapports entre les « patrons » de la police secrète et le parti-gouvernement sont plus « qu'intimes ». La police secrète représente un groupe d'intérêt fermé, homogène, disposant d'informations sur n'importe qui. Dans la plupart de ces pays, les dirigeants de la police secrète accédaient aux postes les plus importants des appareils étatiques et du parti. (Stanislaw Kania en Pologne, Erich Honecker en RDA, Peter Gabor en Hongrie, Alexandr Ranković en Yougoslavie, Berija et Andropov en URSS et Hua Guofeng en Chine). Les cadres de la police secrète, tout en faisant partie de la « nomenklatura », sont à la disposition du parti pour faire exécuter la volonté de celui-ci. D'après S. Bialer, *Stalin's Successors*, Cambridge University Press, 1980, p. 8, suite à la mort de Staline, « ses hauts fonctionnaires (du KGB) ont été élu au parlement soviétique et, dans les faits, ils constituaient le deuxième groupe homogène des députés en importance ».

Dans sa réflexion sommaire, A. Dallin donne une esquisse du cadre conceptuel et historique de la terreur des régimes communistes. Les facteurs internes, tels que la culture politique, la personnalité du leader comme le « brutalisme traditionnel russe » sont en interaction directe avec les facteurs externes quant à l'intensité de la terreur. On peut ajouter à ces facteurs des considérations d'ordre psychologiques (Cf. Staline, Kirov, Yagoda, Beria) et aussi l'importance de la composition ethnique de la police secrète ou la quasi absence des cadres juridiques concernant la responsabilité civile de leurs actions.

Durant la guerre froide, la police secrète des pays en question est pratiquement devenue le fournisseur principal d'une main-d'oeuvre gratuite pour les mines et entreprises étatiques. Dans cette perspective, la terreur avait accomplie une fonction économique bien précise : privés de l'aide technologique occidentale, les pays communistes ont réalisé leurs plans respectifs par les victimes de la terreur. Cette terreur touchait, en moyenne, plus de 10% de la population active et tout particulièrement la paysannerie. Le manque des crédits